

DU TOTALITARISME DES RATIOS  
à  
L'UNIFORMISATION DE LA PENSEE

L'ENSEIGNEMENT AGRICOLE  
A L'AVANT GARDE  
DE LA MONDIALISATION  
CONTRE LA REPUBLIQUE

Marc GIARD

## AVANT PROPOS

En 1989, l'auteur était contraint de cesser son activité agricole (chef d'exploitation, éleveur cunicole et ovin) non pour des raisons zootechniques, mais comptables, financières et économiques.

Etrennant le statut nouvellement créé d'agriculteur en difficulté, il entame une reconversion professionnelle dans un premier temps par la formation pour adultes (CFPPA du ministère de l'agriculture), dans un second temps par la voie universitaire.

Une démarche pour survivre, nourrir sa famille mais aussi pour comprendre les raisons de son échec professionnel (économique), la désertification des zones rurales, l'agriculture intensive productiviste, la PAC et le développement économique.

Les hasards de cette reconversion professionnelle le conduisent dans l'enseignement Agricole (EA) où il enseigne pendant 6 ans l'Education Socio Culturelle avant d'être licencié pour questions dérangeantes.

Un licenciement politique puisque les questions

posées interrogeaient les rapports de la république et de l'éducation qui enferment toute la question politique.

Ces deux exclusions dont la forme varie mais dont les causes sont semblables, confirment des impressions ressenties à l'issue du DESS (titre de mémoire *L'EA face aux enjeux du monde rural dans le système socio spatial français*) et vérifient cruellement mais scientifiquement des hypothèses émises dans la problématique de départ de la recherche doctorale en court.

Le constat établit dans cet essai que les causes de ces deux exclusions ne peuvent être questionnées (pour l'instant) parce qu'elles participent d'une part, aux lois coercitives d'accumulation du capital (croissance, compétitivité, profit) et, d'autre part, à son prérequis indispensable, l'uniformisation de la pensée (modélisation, docilité, conformation).

Appareil de production et appareil de formation sont à présent interdépendants, les rapports du capital et de la formation enferment toute la question économique.

L'EA, allié objectif du libéralisme économique à depuis longtemps choisi d'être un appareil de

conformation des esprits et a renoncé en même temps à une école en tant qu'institution organique d'initiation à la liberté.

Il s'oppose par ce choix à l'idéal républicain.

\*\*\*\*\*

## REFLEXIONS LIMINAIRES

*"En général, tout pouvoir, de quelque nature qu'il soit, en quelques mains qu'il ait été remis, de quelque manière qu'il ait été conféré est ennemi des lumières"\*.*

*"Etre en république, c'est être libre dans un état libre"\*\*.*

*L'homme libre, c'est l'homme qui ne marche pas au pas, qui se refuse à emboîter le pas. Sans ce pouvoir de refus qui juge toutes les adaptations, évolutions ou innovations il est absolument impossible de penser l'école et de lui donner un sens"\*\*\*.*

*"La liberté ne peut se concevoir sans un minimum d'instruction et de lumières, fondement de tout apprentissage et dont celui-ci ne saurait se dispenser. La fonction de l'école est donc spécifique et irréductible. Toute subordination qui la rendrait exclusivement servante de l'économie et tendrait à l'adapter étroitement au système de production et d'échange, quelque fût le système*

\*5ème mémoire sur l'instruction publique Condorcet.

\*\* L'école ou le loisir de penser CNDP 1993 p 29

\*\*\*Ibid P36

*compromettrait les droits de l'individu et ruinerait toute liberté."\**

*"Quand une société cesse d'enseigner ce qu'est culturellement et moralement la liberté, de leur dire que celle-ci exige la construction d'une personne, de leur apprendre à lire et à comprendre leur patrimoine, et surtout de leur donner le goût d'une transcendance possible et d'une verticalité existentielle, alors cette société ne peut prétendre lutter pour la liberté et l'humanité sur le plan moral et politique.*

*Faute d'un peuple (démos) dont jailliraient des citoyens, elle est mure pour le totalitarisme post démocratique de la technique monde".\*\**

Cette dernière réflexion corrélant l'absence d'enseignement pour la liberté et le totalitarisme techniciste devient réalité à travers les propos tenus le 18 mai 1999 à l'ENESAD (Ecole Nationale d'Etudes Supérieures Agronomiques de Dijon) par le sous directeur à la politique des formations de l'Enseignement Général, Technologique et Professionnel de la DGER (Direction Générale de l'Enseignement et de la Recherche):

\*Ibid p 57

\*\* Le réseau et l'infini; P. Gorget G. Polycarte Economica 1997 p 161

*"Le ministère de l'agriculture est un ministère éminemment politique; **L'ENSEIGNEMENT AGRICOLE EST LE LABORATOIRE VIVANT DU SYSTEME EDUCATIF.** Il repose sur l'autonomie des établissements et la nécessité absolue de connaître la situation économique des territoires et des zones d'influence. A présent la formation se fait dans le monde; si il y a de la demande sociale, il faut y répondre et c'est à l'école d'y répondre; **L'ECOLE DE LA REPUBLIQUE EST TERMINEE...** La loi de 1989 a fixé les objectifs généraux pour l'EA et l'EN (Education Nationale) avec l'autonomie des établissements, l'élève au centre du dispositif, le travail en équipes pédagogiques, la pluridisciplinarité, etc.*

S'adressant à des futurs personnels de direction et lorsque l'on connaît le fonctionnement du dispositif , ces propos ont été pesés et réfléchis, sont cautionnés par le Directeur Général, bras docile d'exécution du ministre de tutelle, lui-même en cohérence politique avec les options prises par le gouvernement en place.

Cohérence d'autant plus forte puisque le premier ministre actuel est la même personne qui est à l'origine de cette loi de 1989 lorsqu'il était

ministre de l'EN.

Ces options politiques ont pour but d'adapter le système éducatif à la réalité sociale dominante, au marché, et comme nous sommes en guerre économique, il faut s'y préparer.

L'EA est pionnier dans ce domaine puisqu'il est le terrain d'expérimentation du libéralisme économique\* pour la professionnalisation et la privatisation de l'EN, le futur grand marché du siècle.\*\*

Cet avant gardisme, l'EA le doit à son histoire vieille de 150 ans.

Le 3 octobre 1848, à l'initiative de TOURRET, polytechnicien et agronome, le décret relatif à l'EA et à la création d'écoles d'agriculture est adopté. Le général Cavaignac qui avait, à la tête des gardes nationaux et de la troupe, écrasé les insurgés (1500 fusillés sans jugement, 25000 arrestations qui aboutiront à la déportation ou à la prison\*\*\*) est chef du gouvernement.

\* Recherche doctorale en cours *La violence symbolique dans le développement* Université Paris XI Directeur de thèse Serge Latouche

\*\* L'école grand marché du siècle G. De Séllys Le Monde Diplomatique Juin 1999

\*\*\* 1848 Le printemps de l'EA Educagri 1998 M.Boulet AM. Lelorrain N.Vivier p 82 et 85



L'ordre militaire de l'Etat bourgeois règne à nouveau.

Le clergé assure l'Ordre Moral et la II république qui s'était faite sous le signe de la liberté et de la religion, est proclamée le 4 novembre 1848 en présence de Dieu et au nom du peuple français.

C'est l'apogée du catholicisme libéral et plus encore du catholicisme social.\*

A l'occasion des journées pour le lancement du 150ème anniversaire de l'EA, le ministre Le Pensec a rendu hommage à cette révolution et a qualifié le décret du 3 octobre 1848 de : "*racine la plus profonde de notre actuel dispositif de formation*"\*\*.

Un dispositif de formation, nous allons le voir, tout à fait préparé et adapté à la guerre économique que se livrent les transnationales à travers les continents, les places boursières internationales pour satisfaire la nouvelle divinité du commerce mondiale LES MARCHES FINANCIERS.

\*La seconde république P.Vigier PUF 1996 p 14

\*\*Parlons en. Bulletin d'information de la DGER p 5 et 6 du 28/09 au 02/10 /1998 Toulouse

Adapté et avant gardiste, ce dispositif qui compte 174000 élèves répartis pour environ 40% dans le public et 60% dans le privé et 6000 enseignants dont environ 1000 sont des contractuels\* (ou variables d'ajustement en langage GEODE gestion optimisée des emplois précaires de longue durée) l'est par son encadrement .

Celui-ci est assuré par des ingénieurs, à l'origine servants des machines de guerre, de l'armée, ainsi que des techniciens pour la grande majorité.

Adapté, il l'est ensuite parce que le slogan de mission et de combat de la JAC (Jeunesse Agricole Chrétienne) est plus que jamais d'actualité dans ce dispositif.

Rappelons que ce slogan VOIR-JUGER-AGIR (qui résonne comme le VENI-VIDI-VICI de César) prendra sa pleine signification économiciste pendant la seconde guerre mondiale en diffusant ses idées, son idéologie "techno-scientiste" du développement en s'incarnant dans la société politique, civile et

\*chiffres 1997 du 3ème schéma prévisionnel national des formations de l'EA DGER mai 1998.

professionnelle par les syndicats cogestionnaires, la FNSEA (Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles) et le CNJA (Centre National des Jeunes Agriculteurs).

Pour comprendre les relations entre le slogan, l'idéologie et les pratiques de formation, il est important de redéfinir l'idéologie jaciste parce que c'est sur elle que s'appuient les propos du sous directeur pré-cité annonçant la fin de l'école républicaine.

Cette idéologie fonctionne sur la base d'un système de représentations extraordinairement cohérent.

Sa vision de la dignité humaine trouve son fondement dans la théologie de l'incarnation; Dieu s'est fait homme pour que l'homme se fasse Dieu.

Ce principe assigne à l'homme l'obligation morale de participer au développement de tout l'homme et de tous les hommes.

Les Jacistes ne se situent plus dans un ordre éternel des champs imposé par Dieu mais dans un mouvement voulu par Dieu, un développement qui est celui de la création et qui n'est jamais fini parce que la quête divine n'est

jamais finie.

Cette philosophie résonne avec la montée de la pensée de Theilhard de Chardin dans les milieux chrétiens.

Priorité est donnée à l'organisation c'est à dire à l'homme.

L'homme, le produit, l'espace, la fameuse trilogie que reprend à son compte Edgar Pisani en 1962 en faisant passer le deuxième train législatif appelé lois complémentaires d'orientation.

A travers ces textes, Pisani s'affirme comme le digne fils de Gambetta.

Le ministère de l'agriculture reste un ministère total, c'est à dire un ministère qui gère aussi bien les problèmes de formation, les problèmes d'aménagement du territoire, ceux du commerce international ou encore de l'industrie agro-alimentaire.

Il reste un petit gouvernement en soi.\*

Cette organisation au service de l'idéologie a transformé curieusement pendant les mal nommées trente glorieuses, les paysans/gardiens

\*Des paysans qui ont osé. Fondation pour le progrès de l'homme. Dossier pour un débat B. Hervieu p 15 17 118 Conseiller ministériel.

de pays et nourriciers de la nation en exploitants agricoles, agri-managers faisant passer leur nombre d'environ 5 millions à 800000 aujourd'hui qui pratiquent pour une grande partie d'entre eux une agriculture productiviste et polluante au nom soft de pétrole vert, expression issue des théories et des pratiques du SAVOIR VERT.

Un savoir qui est dispensé par l'EA, les conseillers et techniciens agricoles qui travaillent dans les chambres d'agriculture, les centres de gestion et d'économie rurale, les services d'aide au développement ou dans la vulgarisation agricole.

Le développement de cette agriculture, outre qu'elle a vidé les campagnes françaises, a placé la France au 1er rang des pays exportateurs de denrées agricoles en Europe, mais à un cout difficile à estimer en terme de désastres sociaux (catégorie élevée en faillites d'entreprises et de suicides), écologiques (pesticides, fongicides, insecticides, engrais chimiques générant eutrophisation et nitrification, appauvrissement et acidification des sols) et de santé publique.

Un cout auquel il faut ajouter les milliards des

subventions qui financent prioritairement les grosses exploitations.

Depuis 1955, l'Europe se construit autour d'un symbole biblique, le drapeau bleu aux douze étoiles de la vierge Marie, affichant ainsi une volonté de ne pas construire une Europe laïque mais démocrate chrétienne dont Jacques Delors, entre autres, fut un défenseur acharné.\*

A travers la PAC, cette Europe prône un libéralisme social (capitalisme social) qui se transforme en 1992 avec l'adoption du traité de Maastricht en catholicisme social puisque ce traité s'articule autour du principe de subsidiarité \*\*, lui même élément central de la DSE (Doctrin Sociale de l'Eglise).\*\*\*

Une euro-régionalisation clérical que la JAC et l'EA agréent et cautionnent parfaitement.

Adapté, l'EA l'est aussi par son innovation en matière de pédagogisme dont voici quelques exemples.

\* Le principe de subsidiarité J.L. Clergerie Ellipses 1997 p 82

\*\* Dossier: Sur quelques aspects du principe de subsidiarité La Raison 418 février 1997

\*\*\*Orientations pour l'étude et l'enseignement de la Doctrin Sociale de l'Eglise dans la formation sacerdotale. Congrégation pour l'éducation catholique Téqui p 42 et 43

En 1965 un corps d'animateurs socio-culturels était créé pour dispenser une pseudo matière l'ESC (Education Socio Culturelle) qui consiste à socialiser les élèves par:

- 1) la pédagogie du projet ou utilitarisme social
- 2) l'animation ou tiers temps pédagogique réparti en 12 heures de face à face élèves pour un succédané de culture générale, 6 heures pour la conduite de projets en interne et en externe en relation avec des partenaires institutionnels du développement local de l'établissement dans son territoire socio économique
- 3) l'apprentissage de la communication à l'aide des TEC (Technique d'Expression et de Communication) qui supplantent le français.
- 4) les pratiques artistiques.

L'enseignant/chef d'orchestre\* dont parle R. Redeker dans son article a déjà 35 ans de pratique dans l'EA.

\*L'école contre la république Article de R. Redeker Marianne du 11 au 17 octobre 1999

Pour créer et tester en tant que laboratoire expérimental ces pédagogies dites innovantes, il existe dans le dispositif un centre d'expérimentation pédagogique opérationnel depuis bientôt trente ans où l'on peut s'initier et pratiquer la gestion mentale, l'entraînement mental\*, l'analyse transactionnelle, la programmation neuro linguistique, l'étude de milieu, l'interdisciplinarité, l'éducation au développement durable, etc.

Les formations dispensées s'adressent aux enseignants et visent à conformer le stagiaire à la réalité socio économique du terrain (et ce dans toutes les matières) pour qu'ils s'y adaptent et fassent ensuite s'y adapter les "apprenants" que l'on placera ainsi au centre du développement économique. C'est l'élève au centre, l'homme au centre\*.

Ces exemples d'innovations annonçaient le bouleversement institutionnel de 1984 où l'EA devient véritablement un terrain de manoeuvre militaro-pédagogique.

\* Voir le schéma au centre p 27 dans L'éducation populaire ou la vraie révolution J.Laurain ADELS 1977



La loi du 9 juillet 1984 modifiée par celle du 31 décembre dite loi Rocard permettait à des établissements privés à majorité confessionnelle d'assurer un service public d'éducation, un enseignement dispensé dans le respect des principes de liberté de conscience, d'égal accès à tous à l'éducation (?) et de liberté de l'enseignement (école libre ??).

cette loi permettait en plus *le financement d'établissements privés avec des deniers publics, ce qui prouve qu'il est impératif de rouvrir le chantier de 1905 pour obtenir une vraie loi de séparation des Eglises et de l'Etat.\*\**

Pour mémoire, cette loi de 1984 s'inscrivait dans le retour en force du crédo libéral de désengagement de l'Etat au profit des collectivités territoriales dans l'esprit des lois de décentralisation de 1982 dites lois Defferre (le pouvoir des réseaux) qui transféraient des compétences économiques et financières de l'Etat vers les régions.

A l'origine ces lois devaient permettre aux citoyens de s'impliquer plus dans le fonctionnement de la vie publique locale, de se

\*\* Initiative Républicaine n° 27 p 8 et 9 B.Teper 1999

réappropriier la gestion de leur quotidien, mais il s'est vite avéré que la manoeuvre était avant tout à visée économique parce que cette décentralisation puis confirmée par la concentration en 1992 (loi Joxe-Marchand portant organisation territoriale de l'Etat) organisait la concurrence entre les régions avec son corolaire la discrimination positive (DGE/DSF) budgétaire, fiscale et financière et déposédait les citoyens de tout pouvoir décisionnel.

Préfigurant l'Europe des régions et son Comité économique, ce pouvoir se retrouvait entre les rouages de la toute puissante Commission à Bruxelles, "l'eupéisme" avec perte de souveraineté nationale, ce que certains dénomment la fin des Etats nations, se jouait en toute subsidiarité.

Mais le plus dommageable c'est que cette rénovation instaurait la terrible PEDAGOGIE PAR OBJECTIFS (PO) dans les établissements.

Avant de poursuivre le parcours, non plus de l'enseignant mais du combattant pédagogue de l'EA, relisons ce qu'en disait J. Muglioni.

*"On sait que les régimes autoritaires sont avant tout soucieux de former des sujets dociles, que le*

*despotisme moderne se reconnaît aux efforts qu'il emploie pour embrigader la jeunesse.*

*Voilà pourquoi il importe de rétablir le vrai sens du mot éducation qui, sous l'influence des sciences humaines et des pédagogues théoriciens, finit par désigner de nos jours le contraire d'une initiation à la liberté.*

*Si en effet l'éducation est conçue en fonction d'une situation donnée, d'un type déterminé de société ou de régime elle ne peut proposer que des objectifs à atteindre sous la forme de comportements adaptés.*

*Cet empirisme éducatif n'a d'autre projet que la SOCIALISATION, l'intégration, la conformité à un type d'homme identifiable uniquement d'après son appartenance.*

*D'une façon générale, une éducation qui se donne des objectifs n'utilise pas seulement le langage mais aussi les techniques de la stratégie.*

*Cette conception militaire de l'éducation aboutit au dressage.*

*On oublie en effet qu'un objectif est un point susceptible d'être visé et effectivement atteint, qu'une fin au contraire, par exemple la liberté n'est donnée comme telle dans aucun comportement observable.*

*La fin c'est l'idée sur laquelle se règlent les pensées et*

les actions.

*Par exemple, encore la justice est une fin, ce qui signifie qu'elle n'est jamais donnée.*

*L'erreur fatale d'un certain empirisme politique et du même coup pédagogique, c'est de traiter la fin comme un objectif (c'est la rationalité instrumentale\*) comme si elle pouvait un jour être un fait accompli.*

*Si nous sommes dans Etat où la justice est réalisée, tout écart devient criminel et doit être réprimé. Si la justice est un fait donné quelque part dans le monde il n'y a d'éducation que pour l'adaptation et la conformité.*

*Comment ne s'est t-on aperçu que la trop fameuse PEDAGOGIE PAR OBJECTIFS OUTRE QU'ELLE VIDAIT L'ENSEIGNEMENT DE SES CONTENUS ETAIT INCOMPTABLE AVEC L'IDEE REPUBLICAINE?"*

Lisons encore un passage à propos du syndicalisme et des associations sur lequel je reviendrais pour comprendre le fonctionnement et les dysfonctionnements de l'EA et de ses dérives anti républicaines.

\* rajouté par moi.

*"Ajoutons que les associations constitutives pour la défense des intérêts particuliers, aussi collectifs et étendus qu'on voudra, ne sont pas le peuple (au sens rousseauiste\*).*

*Par exemple, le syndicalisme dans ce qu'il a de plus légitime appartient à la société productive et marchande , au système des besoins: il relève de la société civile et n'a par suite aucun droit d'ordre proprement politique sur la conduite de l'Etat.*

*En particulier il n'a aucune compétence sur l'école publique, la pédagogie et l'instruction des citoyens.*

*D'UNE FACON GENERALE UNE ECOLE QUI ENTENDRAIT S'ADAPTER A LA DIVERSITE DES SITUATIONS SOCIALES DES INTERETS CORPORATIFS OU ECONOMIQUES CONTREVIENDRAIT DIRECTEMENT AUX PRINCIPES REPUBLICAINS".\**

On ne saurait être plus clair sur le pourquoi de l'incompatibilité entre la PO et l'idée et les principes républicains car l'école est une institution organique de la république qui institue le peuple .

\* rajouté par moi

\*\* L'école où le loisir de penser J.Muglioni CNDP 1993 p 37-38-40

*"La république est enseignante ou n'est pas"\**

Voyons à présent le comment de l'incompatibilité entre la PO et l'idée républicaine, ce qui nous permettra de clarifier afin de d'éviter les confusions entre les concepts de pédagogie, de pédagogisme et de méthodes didactiques.

La PO trouve son origine aux Etats unis au début du siècle et prend son essor en 1913 à partir d'articles de J.B. Watson son fondateur.\*\*

Elle dérive du béhaviorisme (béhavior comportement en américain) du comportementalisme, conception déterministe et réductrice de la psychologie qui prétend établir des lois constantes en reliant le stimulus et la réponse pour, si l'on connaît le stimulus, prévoir le comportement.

C'est la psychologie de réaction dont les référents intellectuels sont C. Hull et H. Tolman, le chantre du comportementalisme est sans aucun doute B.F. Skinner avec ses machines à enseigner, les enfants transformés en rats de laboratoire (laboratoire vivant du système éducatif).

\* La république en France C. Nicolet Seuil 1992 p 63

\*\* L'entraînement mental découle de la PO socle de l'éducation populaire

La pensée de Skinner peut se résumer ainsi lorsque écrit: *"Ce que l'on est en train d'abolir, c'est l'homme autonome, l'homme intérieur, l'homoncule, l'homme qu'ont défendu les littératures de la liberté et de la dignité (...)*

*A l'homme en tant qu'homme, nous disons sans hésiter: Bon débarras. Ce n'est qu'en le dépossédant que nous nous tournerons vers les véritables causes du comportement humain.*

*Alors seulement nous pourrons passer de l'inféré à l'observé, du miraculeux au naturel, de l'inaccessible au manipulable\*.*

Pour réaliser cet homme là, observable et manipulable aux comportements adaptés, il faut effectivement en finir avec le SAPERE AUDE des lumières, rompre avec le savoir encyclopédique (différent de l'encyclopédisme ou empilement d'informations inertes\*\*) , avec l'école républicaine d'initiation à la liberté, à la critique, avec la raison pour en finir avec l'humanité pour construire et bricoler un HOMO-MACHINO-TECHNICUS, un consommateur aveugle et aliéné.

\*Cité par P. THUILLIER La grande implosion Fayard 1995 p 332-333

\*\* Que vive l'école républicaine C.Coutel Textuel 1999 p 97

Les techniques pour parvenir à cet homme machine sont contenues dans l'ouvrage incontournable de B.F. Skinner où l'on prend la mesure de la dangerosité de la PO pour l'intelligence humaine LA REVOLUTION SCIENTIFIQUE DE L'ENSEIGNEMENT.

Le taylorisme s'en est largement inspiré ainsi que les prosélytes des sciences de l'éducation qui officient à présent dans le IUFM (Institut Universitaire de Formation des Maîtres)\*

En 1995, l'un d'entre eux a réalisé une étude qui rend compte de l'expérimentation de la PO dans l'EA 10 ans après sa mise en oeuvre d'une manière quasi dictatoriale venue d'en haut, des politiques pour introduire comme le préconise Skinner des pratiques nouvelles plus performantes et plus productives.

Cette révolution qui est en marche et effective nécessite les techniques du renforcement, l'apprentissage enfant/machine à l'aide d'une machine à enseigner la pensée musicale qui s'appelle maintenant ordinateur.

\*Créé en 1989 par le ministre pré-cité, actuel premier ministre

\*\*Identités, représentations et pratiques professionnelles des enseignants. Etude J.F. Blin juin 1995 Dr Ses Educ Le Mirail Toulouse



machines qui ne transmettent pas au sens transgénérationnel et qui, si elles restent les seuls instruments d'apprentissage artificiels, oublieront la mémoire de l'humanité.

Elles permettent l'enseignement à distance et d'augmenter la productivité de l'acte d'enseigner en enseignant plus de matières à plus d'élèves tout en n'étant spécialisé dans aucune matière ni de connaître celles que l'on enseigne\*.

En spécifiant le comportement terminal, on se trouve directement conduit à des méthodes explicites et on est en mesure d'en vérifier l'efficacité.\*\*

Cette partie de la PO est l'évaluation et son document d'élaboration, la grille d'évaluation sur laquelle apparaissent les capacités à atteindre, les critères d'exigence requis, auxquels les "intégrateurs" sont soumis depuis la rénovation expérimentale de 1984.

Pour les contractuels, un BTS suffit pour enseigner n'importe quelle matière si le chef d'établissement. Pour les titulaires n'importe quelle matière stitulaires la double matière est courante maths/physique, lettres/philosophie.

\*\*La révolution scientifique de l'enseignement B.F. Skinner

Mardaga p 302-303

Ces grilles dans le langage abscons des rénovateurs est le document sur lequel s'appuie l'administration pour sanctionner le contrôle continu en cours de formation, des diplômes maisons.

Ceux-ci ont cassé le référent national du diplôme et le contrôle continu est discutable, l'enseignant étant juge et partie, pédagogiquement insoutenable car il efface la distinction entre situation d'apprentissage et situation de performance, il transforme toute erreur en sanction et rend l'enseignement difficile et moralement douteux car il invite les élèves à la docilité; *il est d'ailleurs adoré par les professeurs chahutés.\**

L'administration sanctionne ces contrôles et non une inspection car dans l'EA la note pédagogique n'existe pas.\*\*

Les inspecteurs administratifs vérifient et contrôlent si les "techniciens dresseurs" (enseignants) ont bien ciblé, traité, atteint et évalué les objectifs qu'ils s'étaient fixés mais que

\*La république en questions C.Kintzler Minerve 1996 p 60

\*\* Sauf une qui concède la titularisation obtenue avec la note 10/20.

l'administration fixe de plus en plus autoritairement par des notes de cadrage, vidant ainsi l'enseignement de ses contenus et dépossédant les enseignants de toute fonction d'enseignement.

Une mise au pas institutionnelle d'uniformisation de la pensée, but de la PO, méthode de formation professionnelle mise au point par l'armée américaine lors de la dernière guerre mondiale.

Il s'agissait alors de former dans des délais raisonnables (moins de six mois) des techniciens de maintenance capables d'opérer sous le feu.\*

Cette PO donne à l'EA 15 ans d'avance sur l'EN en matière d'inféodation de l'école au marché, de préparation de l'homme machine consommateur objet, d'adaptation de l'école aux impératifs économique de la société marchande.

D'autre part, ce dispositif s'articule parfaitement aux différents niveaux organisationnels interreliés que sont les marchés financiers, le traité de Maastricht et la pédagogie par objectifs où, dans la terminologie militaire propre à la

guerre en cours tout se décline en objectifs.

L'ordre militaire du commerce règne à présent sur la planète financière protégé et assuré par les Etats Unis, gendarme du monde capitaliste quant à l'ordre moral, il est assuré par la DSE et le principe de subsidiarité au coeur de l'Union Européenne.

Qu'y a-t-il de réellement changé dans l'organisation de l'économie monde depuis 150 ans?

*La marchandisation du monde nécessaire à l'expansion du techno capital amorcée il y a cinq siècles continue.\**

*Le capitalisme libéralisé et mondialisé est insatiable dans ses prétentions et dans les demandes qu'il adresse aux peuples et aux gouvernements.\*\**

Pour comprendre le mouvement itératif du capitalisme mondial de la pédagogie entrepreneuriale au contenu des formations jusqu'aux marchés financiers, il faut partir de la sphère financière, du mouvement des capitaux véhiculés par la monnaie électronique qui circule

\* 500 ans d'histoire du capitalisme. Chronologie. Alternatives Economiques hors série n° 33

\*\* La mondialisation du capital. F. Chesnais Syros 1998 p 313

au dessus de nos têtes de places boursières en paradis fiscaux au gré des besoins en placements et investissements rentables.

Les marchés financiers, nouvelle divinité devant laquelle tous les experts, les banquiers et le personnel politique s'agenouillent et pour laquelle toutes les protections doivent être sacrifiées, barrières douanières, états nations, protections sociales, services publics dont l'école au sens où elle protège de la société, de la socialisation, ceci au nom de la sainte trinité économique productivité, croissance, rentabilité, une sainte trinité animée par la concurrence entre tous, entre toutes choses et partout.

Le pouvoir de violence symbolique de ces concepts économiques ou des significations imaginaires sociales comme les dénommait

Castoriadis, et tout particulièrement celui de développement économique qui est la force productive du capitalisme, courroie d'entraînement des pièces de la machine capitaliste, est tellement prégnant sur les individus (surtout dans l'EA) que l'on pourrait croire que cette fiction relève du divin, que cette mythologie programmée pour coloniser les

imaginaires est d'ordre religieux.

Non, c'est d'une véritable machination qu'il s'agit, d'une adaptation à la réification continuée, à la consommation forcée que l'on impose aux hommes "à l'insu de leur plein gré" par deux moyens; dans la société par les médias et la publicité et dans le système éducatif par le pédagogisme et la PO de consommer.

Pour se prémunir de ce pouvoir de violence symbolique pernicieux, il convient alors de remettre en cause ces concepts et particulièrement les présupposés économiques qui fondent la notion et en proposer d'autres.

Une démarche radicale au sens où il s'agit de prendre le problème à la racine pour faire la critique de l'imaginaire économique.

La difficulté principale est alors celle-ci: comment faire éclater la structure religieuse qui protège le développement?

Comment déjouer les mécanismes d'auto-immunisation à l'abri desquels se construit le raisonnement de l'économie dominante?\*

\*Le développement, histoire d'une croyance occidentale. G. RITZ  
Presses de Sciences Po p 402

La réponse nous semble-t-il est d'ordre politique au sens où dans un premier temps il faut questionner, pour le comprendre, le fonctionnement de la Mégamachine qui Occidentalise le monde et produit La planète des Naufragés de la technique monde et de la religion de la science.\*

Une démarche compréhensive et généraliste qui part des marchés financiers, des grandes messes mondiales du développement (Rio de Janeiro, New York, etc) régulés par les lois d'accumulation coercitive du capital international.

Ensuite, il faut suivre les articulations et les adaptations stratégiques entre les grands ensembles géo économiques, leurs alliances et leurs traités (ALENA, UE), les rencontres de l'élite mondiale (Trilatérale, Fondation Gorbatchev, Le Cercle) tout cela surveillé par le FMI, la Banque Mondiale et l'OMC pour arriver au niveau qui nous intéresse, l'Europe de Maastricht avec ses sacro saints critères de convergence et l'Euro.

\*-La Mégamachine S. Latouche La Découverte 1995

-L'occidentalisation du monde S. Latouche La Découverte 1992

-La planète des naufragés S. Latouche La Découverte 1993

Des critères auxquels les Etats ont dû se plier, des critères économiques uniquement pour respecter les grands équilibres et les fondamentaux de l'économie comme la stabilité de la monnaie, l'inflation, le taux de chômage.

Des critères/objectifs, réduction de la dette publique, limitation du déficit budgétaire < à 3% du PIB pour installer au nom du respect des équilibres et de l'harmonisation économique et financière, le budget global qui consiste à recevoir une enveloppe venue d'en haut et que les corps intermédiaires de rangs inférieurs doivent gérer car on ne raisonne plus à partir des besoins des personnes au niveau du terrain ou du quotidien des structures.

Un fonctionnement en toute subsidiarité.

Pour atteindre ces objectifs, il a fallu ouvrir les services à la concurrence, une ouverture effective en France dans les transports avec Air France, la SNCF, EDF/GDF et les communications avec France Télécom.

Ces directives européennes anti démocratiques lorsque l'on observe le % a de voix avec lequel a été adopté le traité de Maastricht et pire quand c'est ramené au nombre d'électeurs inscrits.



Des critères technocratiques d'autant plus faciles à adopter en France vu la constitution anti démocratique de la 5ème république où le parlement n'a plus de pouvoir au profit d'un exécutif omnipotent.

C'est l'état souverain du haut et non plus la souveraineté nationale populaire issue de de la révolution de 1789: *"le corps électoral n'est qu'un organe de l'état, tout comme le corps législatif qu'il est chargé de désigner".\**

La constitution de 1958 instituait le coup d'Etat permanent dans lequel tout se décide au niveau supérieur via les technocrates, les énarques, les ingénieurs sociaux, les planificateurs et les socio-professionnels.

L'Etat décide, les collectivités de rangs inférieurs et les corps intermédiaires (les syndicats) exécutent pour le bon fonctionnement de la société de consommation et de la croissance constituée de la somme des intérêts particuliers et corporatistes mais ne constitue pas l'intérêt général, la chose publique commune à tous, la république, res publica.

\*Le régime politique de la Ve République.

B. François La Découverte 1998 p 10.

Une république qui sert de plus en plus de caution à la toute puissance de la société civile qui supplante la puissance publique et à laquelle prépare la PO (mercantiles) en toute subsidiarité. Dans ce paysage subsidiaire et privatisé, quelques secteurs résistent comme les impôts et l'EN mais l'informatisation gagne du terrain vu les brèches qui ont été ouvertes dans l'EN depuis 1989 lorsqu'ont été institués l'autonomie et les projets d'établissements copiés sur ceux de l'EA. Dans ce dispositif, les directeurs et directrices (dont le niveau moyen est le BTS mais certains n'ont que le BEPA) gèrent les structures comme des entreprises et ne dédaignent pas qu'on les appelle paron.

Ils ont et disposent d'un budget propre qui leur permet d'embaucher.

De plus, comme ils sont détenteurs de la seule note administrative, ils détiennent aussi le déroulement de carrière, donc de salaires, es agents y compris des titulaires.

Les contractuels quant à eux s'ils veulent que leur contrat soit reconduit doivent faire preuve de docilité et exécuter les options prises et contenues dans le projet d'établissement qui n'est

plus que le projet personnel du chef d'établissement et de ses centres d'intérêt.

Pour les contractuels, un simple questionnement de ce qui a été décidé plus haut est synonyme de rébellion, de déviance et entraîne quand l'agent de ne se plie pas à la toute puissance de l'ingénierie militaro-hiérarchique la non reconduction de son contrat qui équivaut à un licenciement en ne tenant pas compte des années d'enseignement.

Les cas les moins déviants sont mutés très loin de chez eux ou sont qualifiés et classés malades.

Ces chefs d'établissement qui apprécient particulièrement les gentils n'hésitent pas à mettre la main à la pâte en maniant la pelle, à travailler le samedi et à programmer des actions d'animation et de promotion de l'établissement le week-end en invoquant l'établissement comme partenaire du développement économique local du territoire sur lequel il est implanté.

Des actions auxquelles les agents ont obligation de participer car la note de fin d'année en dépend puisque les critères d'établissement de celle-ci sont inconnaissables ce qui équivaut à un pouvoir discrétionnaire, totalitaire autorisant

l'arbitraire le plus achevé en terme de gestion des ressources humaines.

Le corolaire étant la collaboration au chef et à ce qu'il a décidé sans le personnel, donc contre eux.

Il faut donc s'adapter et cette adaptation est le dernier niveau mais en même temps le premier pour le bon fonctionnement de l'ensemble.

S'adapter pendant la guerre c'était collaborer et comme nous sommes en guerre économique collaborer c'est participer, non plus à l'implosion du Mamouth qui a déjà commencé\* mais à son explosion\*\* si la résistance ne s'organise pas.

Le dernier blocage avant l'explosion est celui des emplois du temps, des 18 heures pour arriver aux 35 ou 32 heures, au temps plein pour les enseignants qui seront dans un bureau avec un ordinateur.

Le ministre Allègre leur offrira en réponse au slogan rabâché et ressassé, plus de moyens, oui

\*De l'école publique à l'école libérale; sociologie d'un changement Y. Careil Presses Universitaires de Rennes 1998

\*\*Pour la mise en place de l'école du capitalisme voir L'enseignement de l'ignorance J.C. Michéa Micro Climats 1999

mais plus de productivité selon les propositions de Skinner car plus de moyens financiers publics ne peuvent être accordés au nom des grands équilibres et des critères maastrichtiens.

L'argent public est plutôt utilisé pour aider les entreprises dans leurs compétitivité sur les marchés afin socialiser la prise de risques et les pertes tout en privatisant les bénéfices et les actions boursières qui atteignent des sommets, preuve de l'excellente santé du capitalisme.

Une santé à laquelle participent de plus en plus de salariés ou ceux qui le peuvent en contractant des assurances privées -les fameux fonds de pensions- que défendent ardemment feu le ministre Strauss-Kahn pendant que sa collègue Aubry par manque de financement pour la loi sur les 35 heures (qui porte son nom mais qui émane du premier) contribue à démanteler une autre protection sociale, la sécurité du même nom.

Les 39 heures pour les enseignants existent depuis longtemps dans les Maisons Familiales Rurales, structures du secteur privé de l'EA qui seront habitués à la professionnalisation de leur fonction lorsque la loi des 35 heures qui

préfigure l'annualisation du temps de travail, les emplois précaires, la fin du SMIC officialisera à l'EN le temps plein et la réduction drastique du nombre d'enseignants.

Et ceci copié/collé sur le modèle américain, premier de la classe capitaliste qui, s'il a retrouvé le plein emploi avec moins de 5% de chômeurs le doit certainement à son appareil de formation qui a su s'adapter à la demande sociale de la société marchande et a su y répondre ainsi qu'à son lycée light.\*

Adapté et prêt à la guerre économique du XXI<sup>e</sup> siècle l'EA l'est encore pour la terminologie employée dont voici quelques exemples/ MODULES, CCF, OOI, OIT, G1 G2, S1 S2, QC4 QC20, B1 B4PEM, ruban pédagogique, grille critériée, plus des normes empruntées à la NASA comme ISO 2000.

Des termes et sigles abscons, indéchiffrables pour un professeur mais employés à dessein, un langage qui s'apparente plus à la manoeuvre stratégique qu'à l'enseignement mais qui constitue aussi un mode de reconnaissance, un code pour initiés proche du langage sectaire.

\*Non au lycée light J. Urba Le Monde du 27/10/1998

L'EA, laboratoire vivant et terrain d'expérimentation du système éducatif français est co géré par tous les syndicats maison qui ont tous signé le 3ème schéma national prévisionnel des formations de l'EA.\*

Ils participent également à l'élaboration du contenu des formations et aux commissions de renouvellement des contrats pour les contractuels de longue durée.

**Ces implications syndicales contreviennent donc directement aux principes républicains.**

Ce terrain d'expérimentation annonce le système éducatif que sont en train de mettre en oeuvre le ministre Allègre et son conseiller Meirieu qui est contenu dans un rapport final auquel a contribué l'EA.\*

Un système de formation continu tout au long de la vie, un marché prometteur sur lequel les entreprises ont des vues qui se mettra en place lorsque l'enseignement général sera supprimé, l'élémentaire, l'acquisition des connaissances et la culture générale seront oubliés.

- Quels savoirs enseigner dans les lycées? Lyon 11 mai 1998 contribution de l'EA à la consultation nationale sur ce thème.

Le pendant de ce système de formation continue, c'est la fin de l'école républicaine qui avait vocation à instituer des citoyens libres qui le devenaient par l'exercice de leur raison pour se défier des faux discours, des faux raisonnements, terreau de tous les régimes totalitaires.

Par ce fait, il sonne le glas de la république puisque l'école, institution organique, institue les citoyens et en retour les citoyens font la république.

Hors de ce rapport de la république et de l'éducation qui enferme toute la question politique, la république n'existe plus.

Cependant la condition pour que cet objet politique soit légitime c'est qu'il doit être en rupture avec le modèle du sacré\* et s'appuyer sur le principe fondamental de la république, la laïcité institutionnelle.

Si résister c'est exister, alors il y a, devant le démantèlement annoncé de l'école amorcé depuis 15 ans dans l'EA , urgence à résister car les fossoyeurs\*\* de l'école et de la laïcité ont déjà beaucoup creusé.

\*La République en questions C. Kintzler Minerve p 142

\*\* L'école contre la république Marianne du 11 au 17 octobre 1999



Autour de l'école ont gravité les reproducteurs, les transformateurs, les planificateurs, les réformateurs; aujourd'hui ceux qui creusent sont les RENOVATEURS.

Les résistants à cette rénovation en cours pourraient s'appeler LIBERATEURS qui combattrait pour une école émancipatrice, et libératrice constitutive d'une république authentiquement démocratique, laïque et sociale. Cela passe par une analyse des raisons pour lesquelles le système élitiste et méritocratique avec son ascenseur social réservé à échoué et avec quelles complicités la société civile a investi l'école.

Les outils de compréhension dont nous disposons sont la comptabilité et l'économie générale (macro, micro et j'ajoute méso économie) et non les sciences économiques qui ne se résument qu'à un rapport couts/bénéfices servi par des experts en vente de salades économiques.\*

L'autre outil est la philosophie économique que l'on ne connaît pas à l'EA, pas plus à l'EN.

\* Lettre ouverte aux gourous de l'économie qui nous prennent pour des imbéciles B. Maris Albin Michel 1999 p 183-189

Indispensable pour comprendre les enjeux à cerner si l'on veut nouer le lien entre une société au service de l'école pour faire vivre l'idée républicaine et rompre avec l'immédiateté sociale mercantile.

Concomitamment, la réflexion et l'analyse critique doivent cheminer avec l'action politique et militante pour réinvestir le politique partout où il subsiste des espaces d'expression et d'action.

Les intellectuels ont par ailleurs l'obligation d'avoir une praxis cohérente et ne plus conseiller les princes qui n'existent pas dans une république digne de ce nom et en finir avec la lutte des places et le carriérisme politicien.

Ces intellectuels, s'ils aident et travaillent avec les élus c'est pour que ceux-ci rejouent le noble rôle qui leur est dévolu lorsque le peuple les a choisis.

Ils doivent être les ECLAIREURS , en continuité avec les professeurs et l'école du maquis institutionnel et de la complexité des interrelations, des intermédiations, des interdépendances et des interactions constitutives de la mégamachine.

A nouveau éclairé, l'enfant institué au rang de citoyen pourra de nouveau agir sur son destin individuel et collectif et remettre l'économie au service du social conduite par le politique.

Auparavant il faut s'interroger sur les méthodes didactiques adéquates avec la pédagogie émancipatrice à l'épreuve de la modernité par l'adéquation de l'idée républicaine face à l'omnimarchandisation du monde.

Est-il encore temps de construire cette école qui en finisse avec les sophistes (apprendre à apprendre) mais où l'on apprend à se déprendre de l'aliénation et de la manipulation de la techno science et du techno capital?

Une école véritablement libératrice qui permettra toujours de se distancer du réel, du modèle de gestion rationnelle de la société à fin d'uniformisation de la pensée que fabrique le pouvoir de violence symbolique avec le système de croyances qu'il génère et que l'on prétend nous imposer malgré nous.

Une école où l'on pourra grâce à la raison qui peut nous éviter les excès de cette même raison acquérir des outils d'analyse, des grilles de lecture par la connaissance et le savoir

encyclopédique préparer les générations futures d'améliorer le monde s'il ne leur convient pas, une entreprise impossible s'ils ont été socialisés; inégré, conformés, dressés, RENOVES.

Une école à l'opposé de l'EA, allié objectif du libéralisme économique, de la mondialisation économique, une école qui, pour se libérer doit être anti conformiste et laïque\*, anti sociale\*\* afin d'instituer une république dans laquelle la raison redevenue populaire et l'idéal un espoir pour l'humanité.

*L'éclipse d'un idéal n'est jamais que la revanche provisoire de forces oppressives qu'il avait un moment surmontées.*

*Elle reconduit aux injustices qui ont fait pour un temps la dimension émancipatrice mais ne peuvent en brouiller indéfiniment le sens.*

*L'idéal laïque à un bel avenir qui pourrait bien concerner un jour tous les peuples de la terre.\*\*\**

Marc GIARD

Doctorant en économie générale

Saint Rémy de Provence le 6/12/1999.

eu et Marianne H. Pena Ruiz PUF A999 p 147

\*\* Tolérance et laïcité C. KINTZLER Pleins feux 1997 p 56

\*\*\* Dieu et Marianne H. Pena Ruiz p 351